

POUR FAIRE FACE, «ENSEMBLE», À LA GRAVE CRISE ÉCONOMIQUE

Le MSP veut une «trêve politique»

Au MSP, on est convaincu que la crise financière aiguë à laquelle fait face le pays et que le projet de loi de finances pour l'année 2017 dévoile «on ne peut plus clairement», de par l'arsenal de mesures d'austérité qu'il charrie, ajoute de «l'eau à son moulin» dans sa revendication d'une «transition démocratique négociée et apaisée» portée, par ailleurs, par de grands pans de l'opposition.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le président du mouvement qui avertissait, hier mardi, à l'occasion d'une conférence de presse, sur l'impact dangereux de ce projet de loi de finances, a, en effet, plaidé pour une «trêve politique» qui permettra, selon lui, de «faire face ensemble» justement à cette crise, suppliant presque le pouvoir d'entendre, au moins pour une fois, ce «cri de la raison et du cœur». Car, pour Abderrezak Mokri, qui décortiquait, dans le moindre détail, les dispositions portant le sceau de l'austérité dont «regorge» ledit texte, actuellement en débat à

l'Assemblée populaire nationale (APN), le pays court le «risque trop sérieux» de «bouillonnement et de tensions qui peuvent exploser à tout instant».

Et dire, a tenu à rappeler le président du MSP, que le parti en particulier et l'opposition plus généralement avaient «sonné l'alerte et avertissaient» d'une telle situation financière il y a de cela deux à trois ans, du temps de l'aisance financière. Il est vrai que jusqu'à une époque pas très lointaine, «on nous accusait à tort de noircir le tableau», a ajouté Mokri pour qui «le pouvoir qui porte l'entière res-



Abderrezak Mokri, président du MSP.

pensabilité d'une telle situation ne pourra faire face seul à ses retombées». D'où son invitation, encore une, à l'endroit de ce pouvoir, à une «trêve politique» qui servira à «enclencher le processus de mise en œuvre de la fameuse transition démocratique» adoptée le 10 juin

2014 à l'issue de la conférence de Mazafran et à laquelle de larges pans de l'opposition ont pris part, mettant le doigt sur la «souveraineté populaire» qui doit être de mise lors d'élections législatives desquelles verront le jour de groupes parlementaires qui donneront, à

leur tour, naissance à un «gouvernement d'union nationale» à même de faire face à cette crise financière, économique et sociale aiguë.

Passant au peigne fin ledit projet de loi de finances 2017, le président du MSP l'a qualifié de «giron natal du nouveau modèle économique». Un nouveau modèle qui, selon lui, «ne bénéficie pas à la majorité du peuple algérien et ne réalise pas son véritable et pérenne essor économique» puisqu'il s'agit d'un modèle économique «capitaliste et sauvage mené par une minorité d'hommes d'affaires qui assurent les grands équilibres et mais délaissent la majorité du peuple dans la pauvreté et le besoin». Pour Mokri, ce PLF 2017 n'est que la «continuité de la loi de finances 2016 qui a ouvert la voie aux lobbies locaux et étrangers pour s'emparer de l'économie nationale».

M. K.

HAYET TAYATI AU SUJET DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017 :

«Le texte n'a pas été étudié suffisamment par la Commission des finances de l'APN»

Selon la députée du Front des forces socialistes (FFS) et membre de la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale, Hayet Tayati Meziane, le projet de loi de finances pour 2017 soumis au débat en plénière avant-hier n'a pas été étudié suffisamment par la commission.

Les débats en plénière consacrés à la loi de finances se sont poursuivis hier à l'Assemblée populaire nationale (APN) où cent députés devaient se succéder pour discuter de la teneur du texte. Des interventions qui se ressemblent à de l'ennui, tant la plupart des députés ont la tête aux pro-

chaines législatives. Et si les députés des partis au pouvoir ont multiplié les flatteries à l'intention des confectionneurs des listes électorales, ceux se réclamant de l'opposition ont globalement dénoncé des taxes excessives qui auront pour conséquence d'affaiblir le pouvoir d'achat des citoyens et ralentir la croissance. En tout cas, les intervenants ne sont pas allés dans le détail, se contentant des généralités évoquées dans le rapport de la Commission des finances de l'APN laquelle, selon un de ses membres, n'a pas étudié le texte bien comme il faut.

En effet, la députée du Front des forces socialistes, Hayet Meziane Tayati, a estimé, en marge de la plénière, que cette loi de finances s'inscrit dans la continuité des politiques publiques que mène jusque-là le gou-

vernement et ne marque aucune ligne de démarcation avec la vision de court terme. «Le cadre triennal adopté dans cette loi n'établit aucune relation entre le budget et les objectifs des politiques publiques. Il ne suffit pas d'adopter une politique mais, il faut se donner les moyens de contrôler sa mise en œuvre.

Or, cela devait passer par l'amendement de la loi relative aux lois de finances. Nous exerçons à l'APN plutôt un contrôle de façade», a-t-elle regretté. Elle a ajouté, à titre d'exemple, que «la Commission des finances a admis l'article 66 portant des exonérations fiscales et autres avantages pour l'investissement sans pour autant exiger un bilan des politiques passées en matière de soutien à l'investissement».

«Aucun bilan, aucune évaluation du retour d'investissement de ces dépenses fiscales en matière de création de richesses et d'emplois», a-t-elle conclu.

L. H.

AFFAIRE CNAN-GROUP

Le procès en appel fixé au 23 novembre

Le procès en appel de l'affaire Cnan-Group est programmé pour le 23 du mois en cours, a-t-on appris de source judiciaire. Cette programmation intervient un mois après le verdict prononcé par le tribunal relevant du Pôle judiciaire spécialisé du Centre.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de ce procès, les avocats de la défense tenteront de battre de nouveau en brèche les chefs d'inculpation retenus contre les mis en cause, condamnés par le tribunal de première instance à des peines de six à deux ans de prison avec sursis.

Pour rappel, le tribunal de Sidi M'hamed avait prononcé une peine de 6 ans de prison assortie d'une amende de 50 millions de dinars et un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'homme d'affaires poursuivi dans le cadre de l'affaire Cnan, alors que l'ex-P-dg de la compagnie, Ali Boumbar, a été condamné à 5 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un million de dinars, et son prédécesseur, Ali Koudil, à 2

ans de prison ferme assortis d'une amende de 500 000 DA.

Une peine de 3 ans de prison ferme a été retenue contre Kamel Bouabbès, et 2 ans de prison ferme contre l'ancien président de la SGP Gestamar, Mohamed Senoussi, et Nasreddine Mansouri (ex-responsable de la filiale IBC de la compagnie) assortis, respectivement, d'une amende de 500 000 DA et 300 000 DA.

La même peine a été prononcée contre Amour Mohamed Amokrane, Abdelhamid Deraâ, Djamel Bouterfa, Mohamed Mezaïch, avec une amende de 300 000 DA et un sursis d'une année.

Cinq prévenus ont, par ailleurs, bénéficié de la relaxe, alors que deux autres, considérés comme étant en fuite, ont

été condamnés à des peines par défaut. Il s'agit de l'homme d'affaires saoudien Ghaith Rashad Pharaon contre lequel le tribunal a prononcé une peine de 6 ans de prison ferme et une amende de 50 millions de dinars, ainsi que Mohamed Tahar Djoudi, condamné à 2 ans de prison ferme.

Pour rappel, le procès de Cnan-Group s'est ouvert en 2015 mais il a été, ensuite, suspendu durant une année et demie.

Une situation qui avait soulevé la colère des avocats qui ont dénoncé notamment la mise en détention provisoire de l'ex-P-dg du groupe Cnan durant plus de cinq années.

En effet, les avocats de l'ex-P-dg de la Cnan avaient dénoncé «la détention provisoire de leur client qui dure depuis quatre ans et demi». L'homme est poursuivi, avec une vingtaine d'autres anciens cadres de la compagnie publique de transport maritime, pour dilapidation

de deniers publics.

«C'est une détention illégale et illicite», avait affirmé à la presse M^e Miloud Brahimi, qui s'était «déconstitué» de cette affaire. «Une détention provisoire de quatre ans est une condamnation préventive. Je ne veux pas jouer le rôle de l'avocat-alibi», assure-t-il.

Pour M^e Brahimi, l'affaire de la Cnan soulève deux questions : la première est liée au délit économique, soit à la gestion. La seconde concerne le respect des libertés individuelles à travers la détention provisoire. «Mon client a déjà été inculpé pour trafic d'influence avant de bénéficier d'un non-lieu dans le cadre de cette affaire. Il a été inculpé pour association de malfaiteurs avant de bénéficier d'un non-lieu, puis pour détournement avant de bénéficier, là aussi, de non-lieu», argumente l'avocat. Et d'ajouter : «Du jamais vu durant ma carrière d'avocat !»

A. B.

SITUATION
SÉCURITAIRE

Neuf abris pour terroristes détruits à Sidi Bel Abbès

9 abris pour terroristes ont été détruits lundi lors d'une opération de recherche et de ratissage menée par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale à Sidi Bel Abbès, indique mardi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage, un détachement combiné de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont détruit, le 14 novembre 2016, 9 abris pour terroristes à Sidi Bel Abbès (2^e RM)», précise la même source.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont saisi, à Tlemcen (2^e RM), une importante quantité de kif traité s'élevant à 10 quintaux et 23 kilogrammes», ajoute le communiqué.

A Béchar (3^e RM) et In Guezam (6^e RM), des détachements combinés de l'ANP ont arrêté 20 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines et saisi un camion, 3 véhicules tout-terrain, 3 motos et 7 détecteurs de métaux.

D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi un camion chargé de 23 quintaux de tabac à El Oued et 39 756 unités d'articles pyrotechniques à Ouargla (4^e RM).

APS